



CALENDRIER DE L'AVENT DANS LES ECOLES :

A CHAQUE JOUR SON LOT DE NOUVELLES (MAUVAISES) SURPRISES...

VIVEMENT NOËL ! ET APRES ?

Communiqué commun Snudi FO 57 / FCPE 57

La situation du remplacement est devenue hémorragique dans les écoles. Les absences des enseignants sont de moins en moins remplacées. Non pas parce que les enseignants sont plus souvent absents. C'est même tout l'inverse ! Notre Directeur Académique a fait le choix de mettre la pression sur les enseignants afin de restreindre au maximum leurs absences, quitte à leur refuser de participer à un enterrement ou de bénéficier d'un contrôle médical important !

Les enseignants sont de moins en moins remplacés tout simplement car ce gouvernement a délibérément choisi de ne pas recruter ! Le vivier de remplaçants est utilisé depuis le début d'année pour combler des postes non pourvus ou faire des remplacements longs. Les possibilités de remplacement sont de plus en plus restreintes et mettent en difficulté les personnels administratifs des circonscriptions.

Et la mise en place à marche forcée dans notre département d'un nouvel outil de gestion du remplacement, en partenariat avec une entreprise privée n'y changera rien ! Il n'est pas possible de gérer des personnels qui n'existent pas !

Quelques exemples concrets :

- Un enseignant absent une semaine avec des élèves accueillis par un service civique ou par un AESH, puis renvoyés chez eux pour toute la durée de l'absence ;
- Des pressions sur les équipes pour faire fi des protocoles sanitaires et contraindre les enseignants des autres classes à accueillir les élèves dont l'enseignant est absent, sans aucun ordre écrit de la part de l'administration ;
- Des tentatives dans plusieurs circonscriptions de mépriser le droit syndical en refusant la participation à des stages syndicaux, de façon totalement contradictoire avec la réglementation sachant que ces formations sont de droit et encadrées par la loi et n'arrivent pas de manière inopinée, ce qui démontre bien un manque d'anticipation de la part de l'administration ;
- L'annulation de la formation continue des enseignants afin d'utiliser la brigade de formation continue pour des remplacements de dernière minute, ce qui n'est pas sa mission initiale.

Le Directeur Académique met en avant la création de 12 supports de remplaçants pour les décharges de directeurs, mais ce ne sont pas des postes budgétaires qui ont été créés ! Ce n'est que de la ventilation de carte scolaire : déshabiller Pierre pour habiller Paul, de la même manière que depuis des années, les dédoublements en éducation prioritaire coûtent bien plus que la dotation ministérielle. Sous couvert de bonnes intentions, tout se fait à moyens constants !

Plusieurs professeurs des écoles stagiaires ont déjà démissionné depuis la rentrée et pourtant le rectorat refuse d'ouvrir la liste complémentaire malgré nos demandes incessantes. L'éducation nationale s'autosabote et préfère faire appel à des professeurs retraités. C'est insoutenable !

La situation de l'inclusion scolaire est elle aussi alarmante, l'administration n'arrivant plus à recruter d'AESH :

- On demande à une AESH de changer de PIAL (Pôle Inclusif d'Accompagnement Localisé où ils sont affectés à l'année) en cours d'année pour venir dans une école où les élèves notifiés n'ont toujours pas d'AESH, en laissant les autres AESH de l'école qu'elle quitterait se répartir les élèves qu'elle prenait elle-même en charge ;
- En formation syndicale, une AESH nous a informés qu'elle prend en charge 9 élèves ;
- De nombreux élèves voient leur temps d'accompagnement humain diminuer, sans même que leurs parents en soient avertis !

Usés par le mépris et la maltraitance institutionnels, enseignants et AESH craquent, cherchent à démissionner, finissent de plus en plus souvent en arrêt maladie pour épuisement professionnel.

Le droit des enfants à recevoir un enseignement se voit progressivement bafoué. Les parents dénoncent la recrudescence des absences non remplacées, celle des postes non encore pourvus à ce moment de l'année scolaire ainsi que la rupture d'égalité des chances qui en découle. Ils s'inquiètent pour l'avenir de leurs enfants.

Combien de temps allons-nous tous devoir encore supporter cette situation devenue ingérable et qui dégrade les conditions de travail des personnels et impacte inévitablement les élèves et leurs familles ?

Le Snudi FO 57 et la FCPE 57 revendiquent un recrutement massif et immédiat d'enseignants et d'AESH sous statut.

Metz, le 16 décembre 2021